



FICHE 1/5: **SYNTHESE CONGES PAYES**

Règle applicable	CDI sur 52 semaines sur une période de 12 mois consécutifs	CDI sur 46 semaines ou moins sur une période de 12 mois consécutifs	CDD de remplacement d'un salarié absent
Acquisition des congés payés (CP)	Les congés payés (CP) s'acquièrent à raison de 2,5 jours ouvrables* par mois de travail effectif (ou règles d'équivalence) au cours de la période de référence allant du 1er juin de l'année précédente au 31 mai de l'année en cours (par exemple, du 1er juin 2021 au 31 mai 2022), quelle que soit la durée hebdomadaire de travail du salarié. Ex.: le salarié qui travaille 18 heures par semaine aura droit à 2,5 jours ouvrables de CP par mois travaillé ou par période équivalente comme le salarié qui travaille 45 heures par semaine.		Acquisition selon les règles d'équivalence quelle que soit la durée du contrat
	Seules des périodes de travail effectif ou des périodes assimilées à du temps de travail effectif permettent au salarié d'acquérir des congés payés. Pour la détermination du nombre de jours de congés payés, sont assimilés à de l'accueil effectué: - les périodes de congés payés de l'année précédente, - les congés pour événements familiaux, - les jours fériés chômés, - les périodes de formation professionnelle réalisées sur le temps de travail du salarié, - les congés de maternité, de paternité et d'accueil de l'enfant et d'adoption, - les périodes, limitées à une durée ininterrompue d'un an, pendant lesquelles l'exécution est suspendue pour cause d'accident du travail, de maladie professionnelle ou d'accident de trajet, - la journée de la défense et de la citoyenneté, - le congé pour assister à la cérémonie d'accueil dans la citoyenneté française. Ainsi, la maladie et l'accident d'origine non professionnel du salarié ou la prise de congés sans solde n'ouvrent pas droit à l'acquisition de jours de congés payés. * Les jours ouvrables correspondent à tous les jours de la semaine à l'exception de la période de repos hebdomadaire et des jours fériés chômés.		
Détermination du nombre de congés payés acquis et règles d'équivalence	Lorsque la période d'acquisition n'est pas entièrement travaillée, il faut appliquer les règles d'équivalence qui consistent à acquérir 2,5 jours ouvrables toutes les 4 semaines de travail ou tous les 24 jours de travail ou assimilé(e)s à du temps de travail effectif (pour un salarié travaillant 6 jours sur 7 jours par semaine). La méthode en mois s'applique lorsque La méthode en mois ne pourra pas		
	travaillée.	s'appliquer en cas d'accueil régulier sur 46 semaines ou moins puisque les semaines programmées d'absence de l'enfant accueilli n'ouvrent pas droit à l'acquisition de congés payés. Seules les règles d'équivalence en semaines et en jours sont applicables à un accueil régulier sur 46 semaines ou moins.	
	Lorsque le nombre de jours ouvrables n'est pas un nombre entier, la durée du congé est portée au nombre entier immédiatement supérieur. Ex.: 2,75 jours doit être arrondi à 3 jours ouvrables de CP acquis.		





Règle applicable	CDI sur 52 semaines sur une période de 12 mois consécutifs	CDI sur 46 semaines ou moins sur une période de 12 mois consécutifs	CDD de remplacement d'un salarié absent
Droit maximum à CP	5 semaines de CP correspondant à 30 jours ouvrables si la période de référence est intégralement travaillée	Un droit à congés payés inférieur à 30 jours ouvrables (moins de 5 semaines de CP); le nombre de jours de CP acquis sera fonction du nombre de semaines ou de jours travaillé(e)s sur la période de référence	5 semaines de CP correspondant à 30 jours ouvrables si la période de référence est intégralement travaillée
	Un droit à congés annuels complémentaires non rémunérés permet au salarié de bénéficier d'un repos total de 30 jours ouvrables même si non acquis au titre des CP	Mais un droit à congés annuels complémentaires non rémunérés permet au salarié de bénéficier d'un repos total de 30 jours ouvrables même si non acquis au titre des CP	
Fixation des dates de CP	La date des congés est fixée par l'employeur dans le cadre d'un employeur unique. Mais en cas de multi-employeurs, ces derniers doivent s'efforcer de fixer d'un commun accord avec l'assistant maternel, et au plus tard le 1 ^{er} mars, les dates de congés de l'assistant maternel. A défaut d'accord, au 1 ^{er} mars de chaque année au plus tard, c'est l'assistant maternel qui fixera lui-même les dates de 4 semaines en été (entre le 1 ^{er} mai et le 31 octobre) et 1 semaine en hiver (entre le 1 ^{er} novembre et le 30 avril), pour lui permettre de bénéficier de congés effectifs sans aucun accueil d'enfant. Dans ce cas, le salarié communique les dates de ses congés annuels par écrit à chacun de ses employeurs au plus tard le 1 ^{er} mars Attention ceci s'entend dans la limite des congés acquis par le salarié. Ainsi, en cas de multi-employeurs, le salarié peut être à la fois en congés payés avec un de ses employeurs et en congés sans solde avec l'autre de ses employeurs.		Prise effective des congés payés acquis si la durée du contrat le permet et que l'employeur l'y autorise. A défaut de prise des CP acquis, paiement d'une indemnité compensatrice en fin de contrat
	Les semaines de CP s'imputent sur les semaines d'accueil de l'enfant.	Les semaines de CP coïncident avec les semaines programmées de non accueil de l'enfant définies au contrat.	
Modalités de prise des CP	Les congés payés annuels doivent être pris. La prise des congés doit se faire à partir du 1 ^{er} mai de l'année précédente jusqu'au 31 mai de l'année suivante. Le congé principal doit être pris entre le 1 ^{er} mai et le 31 octobre (période légale de prise des CP). Le congé principal correspond aux 4 premières semaines de congés payés (soit 24 jours ouvrables (hors 5 ^{ième} semaine). Un CP de 12 jours ouvrables consécutifs minimum doit être attribué au cours de cette période, sous réserve de son acquisition. Si le droit à CP acquis est inférieur à 12 jours ouvrables, les CP doivent être pris en totalité et en continu.		





Règle applicable	CDI sur 52 semaines sur une période de 12 mois consécutifs	CDI sur 46 semaines ou moins sur v période de 12 mois consécuti	-
Fractionnement des congés payés	Lorsqu'une partie du congé principal (au pris en dehors de la période du 1er ma supplémentaires pour fractionnement : - 2 jours ouvrables, si le nombre total de est de 6 jours ou plus, - 1 jour ouvrable, si le nombre total de jours de 3, 4 ou 5 jours, - aucun jour, si le nombre de jours our inférieur ou égal à 2 jours. Lorsque la demande de fractionnement d'l'employeur peut refuser sa demande ou écrite du salarié aux CP supplémentaires La cinquième semaine ne peut en aucun de fractionnement.	es CP ériode ériode de est alarié, iation	
Exception : la prise des congés payés déjà acquis par anticipation	En principe, les congés payés sont pris l'année de référence suivant la période d'acquisition. Par exception et si l'employeur est d'accord, le salarié peut prendre ses congés déjà acquis par anticipation. Dans cette situation, il est préconisé de formaliser l'accord des parties par écrit dans le contrat de travail ou au moment de la prise des CP. Dans ce cas, l'employeur devra rémunérer les congés payés au moment où ils seront pris par le salarié.		
Décompte des CP pris	Le décompte doit être fait en jours ouvrables. Jours ouvrables = tous les jours de la semaine sauf le jour de repos hebdomadaire et les jours fériés chômés. Il se décompte du 1 ^{er} jour d'absence jusqu'à la veille de la reprise. Ex. : un assistant maternel qui travaille lundi, mardi, jeudi et vendredi se verra décompter 6 jours ouvrables au titre de la prise de ses CP lorsqu'il prend une semaine entière de CP (soit les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi).		
Montant de l'indemnité de congés payés (ICP) due	Il faut comparer la règle du maintien de et appliquer la règle la plus favorable au sur A quelle date effectuer cette comparais pratique, au 31 mai de chaque année). S'il y a lieu de régulariser et de verse congés payés, elle pourra être réglée par juin.	salarié. son ? Au moins une fois par an (en r une indemnité complémentaire de	Le montant de l'indemnité, calculé en fonction de la durée du contrat, ne peut être inférieur au dixième de la rémunération totale brute due au salarié (art. L.1242-16 Code du travail). L'indemnité de fin de contrat (= indemnité de précarité) est prise en compte dans le calcul du montant de l'indemnité de congés payés (Circulaire DRT n° 90-18, 30 octobre 1990).





Règle applicable	CDI sur 52 semaines sur une période de 12 mois consécutifs	CDI sur 46 semaines ou moins sur une période de 12 mois consécutifs	CDD de remplacement d'un salarié absent
Montant de l'indemnité de congés payés (ICP) due (suite)	L'indemnité de CP se substitue au salaire mensuel de base. Par conséquent, le salaire mensuel de base maintenu comprend la somme due au titre des congés payés acquis et pris par le salarié. Le paiement des CP selon la règle du di signature du contrat de travail est souve conforme ni à la législation, ni à la conve Par ailleurs, il peut-être dans un cer l'assistant maternel.	nt pratiqué ; or, ce système n'est pas ention collective.	L'indemnité de CP: - soit se substitue au salaire de base s'il y a eu une prise effective des CP pendant le contrat, - soit est payée en fin de contrat sous forme d'indemnité compensatrice de CP (ICCP)
Date du paiement des congés payés	Au moment où ils sont pris	En accord des parties, précisé dans le contrat : - soit en une seule fois au mois de juin suivant la date d'embauche; - soit lors de la prise principale des congés; - soit au fur et à mesure de la prise des congés payés.	L'indemnité est versée à la fin du contrat, sauf : - s'il y a eu prise de CP au cours du contrat, - si la relation de travail se poursuit par un CDI (article L.1242-16 Code du travail).